LE DEVOIR

Le Québec face à la tentation du déni climatique

Photo: Kevin Clancy Associated Press Plus tôt cette année, le ministre québécois de l'Environnement, Benoit Charette, n'a pas fermé la porte à la relance d'un projet d'exportation de gaz naturel liquéfié au Québec, malgré le refus du projet GNL Québec.

Alexandre Shields

Pôle environnement

Publié le 24 mai
Environnement

Débat sur la pertinence d'imposer un prix sur la pollution carbone, porte ouverte à la relance de mégaprojets d'exportation de gaz de l'Ouest canadien ou de pétrole des sables bitumineux… Malgré les constats sans équivoque de la science et un dérapage climatique de plus en plus incontrôlable, le Québec pourrait-il reculer sur ses engagements pour affronter la crise ? Les experts consultés par *Le Devoir* le redoutent.

Professeure agrégée à l'École de politique appliquée de l'Université de Sherbrooke, Annie Chaloux ne cache pas son inquiétude face à un gouvernement Legault (https://www.ledevoir.com/francois-legault?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=corps_texte) qui ouvre la porte à la relance d'un projet de pipeline et aux politiciens et commentateurs qui plaident pour l'abandon de la tarification de la pollution qui alimente les dérèglements du climat (https://www.ledevoir.com/environnement/587527/les-bouleversements-climatiques-menacent-de-rendre-le-monde-meconnaissable?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=corps_texte).

« C'est extrêmement préoccupant, parce qu'il faut réfléchir à nos actions en nous demandant si elles accentuent la crise climatique. Est-ce qu'on amplifie ou non le problème ? Dans cinq ans, ou encore dans dix ans, ce sera pire. Si on relance des projets de pipelines ou si on retire le prix sur le carbone, on va foncer dans le mur encore plus rapidement », prévient-elle.

L'idée d'utiliser le territoire québécois pour faciliter les exportations de l'industrie pétrolière albertaine (https://www.ledevoir.com/motcle/energie-est?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=corps_texte) équivaut à un « déni de la science » de la part du gouvernement Legault, selon elle. « S'il comprenait la crise climatique et voulait assurer une transition verte, juste et durable, il ne tiendrait pas ce discours. Il est facile d'avoir un discours vert quand ça avantage notre discours politique, comme le gouvernement l'a fait avec la loi pour mettre fin à l'exploration pétrolière et gazière. Mais quand vient le temps d'être cohérent, on voit qu'il change de discours, alors que la cohérence est essentielle face à la crise climatique. Sinon, on court à notre perte. »

Analyste principale des politiques à la Fondation David Suzuki, Andréanne Brazeau rappelle d'ailleurs que le Québec est coprésident de la Beyond Oil & Gas Alliance (BOGA) (https://www.ledevoir.com/environnement/840550/quebec-est-il-coherent-engagement-beyond-oil-gas-alliance?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=corps_texte), « une organisation qui rassemble des gouvernements qui ont pris des décisions courageuses mais nécessaires pour sortir des énergies fossiles ».

La BOGA compte 25 membres, dont la France, le Danemark, la Suède, l'Italie, la Nouvelle-Zélande, la Colombie et les États américains de Washington et de la Californie. Elle s'est donné pour objectif de « faciliter l'élimination progressive de la production pétrolière et gazière » en prenant acte du fait que « nos engagements climatiques sont minés par la production actuelle et prévue de combustibles fossiles ». Le gouvernement Legault estime toutefois que les engagements ne concernent pas le « transport ».

Quoi qu'il en soit, Andréanne Brazeau met en garde contre les risques que représenteraient des reculs de la part du Québec pour l'image de leader climatique qu'il veut projeter à l'international.

Même son de cloche du côté du titulaire de la Chaire de gestion du secteur de l'énergie de HEC Montréal, Pierre-Olivier Pineau. « Ce serait un très mauvais message, autant au Québec qu'à l'international. Évidemment, l'impact international serait limité, parce que le Québec n'a pas une influence majeure. Mais nous nous positionnons en leader lors des COP, alors ce serait un recul important. Au Québec, alors qu'on a déjà peu de résultats, ce serait officialiser une démission quasi complète de la lutte contre les changements climatiques (https://www.ledevoir.com/changements-climatiques?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=corps_texte). »

Retour vers les fossiles

Professeur agrégé au Département de management à HEC Montréal, Yves-Marie Abraham ne s'étonne toutefois pas du réflexe de retour vers les énergies fossiles, puisque notre économie repose toujours en bonne partie sur celles-ci (https://www.ledevoir.com/environnement/801596/environnement-pays-producteurs-energies-fossiles-sont-voie-mettre-fin-climat-viable?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=corps_texte).

Mais par le fait même, ajoute-t-il, on fait fi de notre empreinte carbone. Selon les données de l'Institut de la statistique du Québec, celle-ci atteint 11,3 tonnes par habitant (https://www.ledevoir.com/environnement/792818/l-empreinte-carbone-des-quebecois-est-plus-elevee-qu-on-le-croyait?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=corps_texte). Les émissions par habitant de la société québécoise sont donc plus de cinq fois trop élevées pour respecter l'objectif le plus ambitieux de l'Accord de Paris, soit limiter les dérèglements du climat à +1,5 °C. Pour y parvenir, les émissions par citoyen ne devraient pas dépasser les 2 tonnes, au maximum.

Le débat sur le prix des carburants fossiles qui alimentent notre parc de véhicules de plus en plus nombreux et de plus en plus gros évacue aussi la facture des impacts de la crise climatique provoquée par notre dépendance à ces énergies, affirme Andréanne Brazeau. « Ce que l'industrie cache, ce sont les coûts astronomiques de la crise climatique déjà visibles : factures d'épicerie gonflées par les perturbations agricoles, des milliards en reconstruction d'infrastructures détruites par les événements extrêmes et système de santé surchargé par les maladies liées à la pollution. Les vrais coûts des énergies fossiles dépassent largement le prix à la pompe. »

Le naufrage climatique imputable à cette consommation énergétique nous conduit actuellement vers un réchauffement qui pourrait dépasser les 6 °C (https://www.ledevoir.com/environnement/836590/crise-climatique-laisse-entrevoir-avenir-incertain-quebec?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=corps_texte) dans le sud du Québec au cours des prochaines décennies. Une telle situation coûtera une fortune à l'État québécois puisqu'elle va aggraver la dégradation de nos infrastructures (bâtiments, routes, gestion des eaux, etc.), augmenter la force et la fréquence des phénomènes extrêmes (chaleur, tempêtes, précipitations, feux de forêt (https://www.ledevoir.com/feux-de-foret?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=corps_texte), érosion côtière, étiage des cours d'eau, etc.) et bouleverser nos écosystèmes. Les répercussions se feront aussi sentir sur notre système de santé et notre économie.

« Quand je pense à mes enfants, à ce qui se passe comme événements climatiques extrêmes et à ce qu'on va voir dans les prochains mois et les prochaines années, je me dis qu'on accepte que nos enfants paient un coût exorbitant parce qu'aujourd'hui, il y a le président Trump à la Maison-Blanche et qu'il nous pousse à pelleter le problème en avant, dans un contexte d'insécurité », laisse tomber Annie Chaloux.

Le cabinet du ministre de l'Environnement du Québec, Benoit Charette, n'a pas répondu à nos questions.